



Communiqué intersyndical CGT, FSU et Solidaires du Vaucluse, Avignon, 2 juin 2017

### **Elections législatives : pas une voix pour l'extrême droite**

Les organisations syndicales du département du Vaucluse, CGT, FSU et Solidaires, se félicitent de la défaite de l'extrême droite, représentée par la candidate du FN, lors du 2<sup>nd</sup> tour des élections présidentielles.

Pour autant, l'extrême droite continue de progresser. Et notre département est particulièrement marqué par son ancrage politique, qu'il passe par le FN ou la Ligue du Sud.

Nos organisations syndicales ont toujours combattu l'extrême droite et ses idées, au niveau national comme au niveau départemental, y compris à travers leur Observatoire intersyndical des municipalités d'extrême droite.

Derrière un discours économique flou et changeant, le fond idéologique et politique de l'extrême droite reste antisocial, antifiscal et austéritaire. Il reste aussi centré sur la désignation de boucs émissaires, la discrimination et la xénophobie.

Dans les mairies où elle est en responsabilité, l'extrême droite brise les solidarités en s'attaquant au milieu associatif et culturel, ainsi qu'à ceux qui sont les plus affaiblis par le chômage et la précarité, fragilise l'Ecole et le service public, menace le statut des agents publics...

C'est pourquoi, face à l'orientation néolibérale du nouveau Président et de son gouvernement, qui présage de nouvelles remises en causes des droits sociaux, l'extrême droite ne serait en rien une solution. L'extrême droite reste le pire des dangers, pour la démocratie – politique et sociale – et pour les libertés, y compris les libertés syndicales.

Lors des élections législatives, les organisations syndicales du département du Vaucluse, CGT, FSU et Solidaires, appellent à ce que pas une voix n'aille à l'extrême droite (FN ou Ligue du Sud).

Dans le contexte de ces élections, les organisations syndicales du département du Vaucluse, CGT, FSU et Solidaires rappellent également, qu'elles s'opposeront à de nouvelles politiques antisociales et qu'elles promeuvent des revendications et des alternatives pour la défense du droit du Travail, pour une autre répartition des richesses, pour une revalorisation des salaires, pensions et minimas sociaux, pour une diminution et un partage du temps de travail, pour une sécurité sociale professionnelle, pour le plein emploi, pour le renforcement de la protection sociale et des services publics...